

"Ici et là-bas : développement local et co-développement"

Contexte.

Cette thématique a été proposée par Régis Maubrey et Jean Guevel lors de l'Assemblée Générale de septembre 2007, parmi d'autres exposées dans le bilan de cette année.

Le co-développement et la coopération décentralisée avaient été abordés lors de la journée organisée en novembre 2005 au Conseil Régional d'Ile de France, avec la participation du GRDR et de Greenway International.

Quatre ans après, la sensibilisation a ces questions a rencontré le champ de nos pratiques sur le terrain. Jean Guevel a eu l'occasion de rencontrer et travailler, depuis 2007, avec des associations œuvrant sur les quartiers de la ville des Mureaux, dont certaines accompagnées par le GRDR.

De son côté José Dhers est en contact avec des associations marocaines, rencontrées dans le cadre de la rencontre LUX 09 sur le développement social et solidaire.

On voit donc qu'entre la rencontre de 2005 qui avait permis au GRDR de porter à la connaissance des participants le travail de certaines associations en France, et la rencontre spécialement dévolue à ce thème, les pratiques des uns et des autres se sont enrichies. Le co-développement et la coopération décentralisée interviennent dans le champ du développement local.

Du moins le devrait-il, car l'amalgame est souvent fait, du côté de l'État français et donc des médias, entre le co-développement et les politiques migratoires. On le présente comme une sorte de donnant-donnant : développement là-bas pour permettre le contrôle des flux migratoires. Une façon pour l'État français de justifier, vis-à-vis de sa population, les aides accordées aux pays africains, et de faire pression sur ces mêmes États, spécialement pour les expulsions de France vers les pays d'origine.

La place des migrants, de tous les pays, est de plus en plus reconnue comme étant productrice de richesses, et d'apport en termes démographiques.

On ne peut non plus passer sous silence le travail entrepris par les associations d'immigrées qui accompagnent depuis 50 ans les différentes phases, et causes, de cette migration.

C'est de ce point de vue que nous avons voulu situer cette rencontre, en considérant comment le lien des immigrés avec leur pays permet d'envisager le développement là-bas, et aussi ici à travers leur apport dans le développement local.

Il nous semblait donc utile de consacrer une journée d'information à cette thématique, où les représentations l'emportent souvent davantage sur une connaissance réelle de ces questions.

Organisation.

La préparation a fait l'objet de cinq réunions du CA de l'IDELIF, en collaboration avec le GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural), et l'AGECA (Association pour la gestion d'un centre d'animation culturel), avec la participation des intervenants, de AICSF, et de la MDS, la production d'outils pour faire remonter les expériences des associations, leur parcours et leurs actions. Se sont ajoutées des rencontres individuelles avec certaines d'entre elles.

Chaque organisateur a apporté la matière de ses contacts pour alimenter le débat, ce qui a permis de rassembler environ 80 personnes sur l'ensemble de la manifestation, d'horizons et de domaines d'intervention très différents.

La mutualisation des moyens des l'AGECA, du GRDR, de la MDS et des associations de l'IDELIF ont permis la mise en place technique et logistique de la journée.

Objectifs :

- Reconnaître les migrants comme acteurs du développement "ici et là-bas" et réfléchir à leur implication dans le champ du (co-)développement local
- Mieux comprendre le lien entre les différents groupes de migrants, le développement social local et les politiques publiques.
- Montrer en quoi le co-développement :
 - Aide les personnes à sortir d'une logique d'assistance en leur permettant de devenir acteurs de leur vie.
 - Contribue, au travers des liens entre ici et là-bas, à un processus de solidarité transfrontalière (exemple : transfert de compétence).
 - Permet les relations intergénérationnelles et la transmission de valeurs.
- Faire un état des lieux et rendre visibles les pratiques existantes, dans le mode spécifique des modes de développement local propre à l'Ile de France.
- Se faire l'écho des différentes et multiples pratiques.

Déroulement de la journée.

Pour donner une visibilité aux personnes présentes et aux associations, la journée a été divisée en quatre tables rondes, qui ont largement permis à la salle d'intervenir.

Un espace d'exposition a été mis à disposition des participants qui le souhaitent pour montrer leur travail.

- I - Co-développement et développement local : les concepts en action.
 - Développement local : sens et enjeux.
 - Co-développement : sens et enjeux.
- II- Co-développement : Politiques publiques et développement local : Frontières et limites.
 - Regard sur le Label co-développement.
 - Politiques publiques confrontées aux expériences d'Organisations de Solidarité Issues des Migrations (OSIM).
- III- Co-développement, développement économique et démocratie locale : les migrants acteurs du développement ici et là-bas.
 - Entre démocratie locale et développement économique.
 - Les porteurs de projets associatifs en action.
- IV- Co-développement : transmission, formation et liens intergénérationnels en question.
 - La Parentalité : enjeux des liens intergénérationnels.
 - Formation et transmission : enjeux et limites.

Les intervenants, dans l'ordre de passage des différentes tables rondes :

IDELIF, Séverine Lhez, José Dhers, Claire Goichot, Florence Peyre, Jean Guevel,

GRDR, Rafaël Ricardoux, Marielle Cartiaux,

AGECA, Pauline Aprin deL Cueto,

Cheminevements, Jean-Claude Diebolt,

MDS (Maison du Développement Solidaire), Omer Mas Capitolin, Directeur de la MDS et élu du 11^{ème} arrondissement, Issa

Haut Conseil des Maliens en France, représenté par son président, M. Sidi Bé,

AICSF, (Association Internationale Cultures Sans Frontières), M. Robert Fopa, Président, Docteur Thierno Bah, et M. Sadio Bah, partenaire de AICSF.

CLAEF, Club Leader des Africaines Entrepreneurs d'Europe, représentée par sa Présidente, Mme Suzane Bellnoun, également bénévole AICSF.

APCIA, Association pour la Culture d'Ici et d'Ailleurs, avec M. El Hadj Sidi Ngaidé, ancien permanent, et son fondateur M. Djiby Kane,

Cultures et Solidarité, Jean-Paul Boissot, secrétaire général.

Une liste des autres intervenants de la salle sera constituée pour l'Assemblée Générale.

Bilan et perspectives.

L'IDELIF a montré sa capacité à rassembler des intervenants pertinents, et faire montre d'une sorte d'éthique des débats, dont la langue de bois est restée absente.

Les interventions n'ont pas épuisé les enjeux de la thématique et de ses nombreuses portes d'entrée.

D'après les réponses que nous avons eues à la fiche d'évaluation proposée aux participants, la rencontre a répondu aux attentes, et au-delà, des participants, qu'ils cherchent à se renseigner ou à trouver des pistes concrètes de travail en vue de poursuivre leurs pratiques actuelles.

L'un des objectifs atteint, a été de permettre aux participants de se rencontrer, et de pouvoir échanger des contacts pour des suites possibles pour leur parcours.

La convivialité du repas de midi a largement contribué à cette atmosphère de rencontre et de partage.

Les échanges ont plus ouvert d'autres perspectives qu'ils n'ont répondu à des questions.

Plusieurs personnes ont souligné les interventions parfois confuses et inégales. On a regretté une synthèse plus profonde des débats.

Si tous les points ont été abordés, la question de l'implication des migrants dans le développement local "ici" est restée en friche. Les projets et actions de développement là-bas ont été les plus discutés et commentés. À travers ce qui a résulté des échanges, et de comment ils ont été menés, on constate la revendication d'une volonté des acteurs du développement de prendre en charge eux-mêmes leurs actions, à partir de leurs compétences, et de leur connaissance des situations particulières de ces pays. Il semble que les actions elles-mêmes soient l'affirmation d'une identité engagée dans le combat pour des valeurs qui dépassent les limites des chantiers.

Nous sommes devant une sorte de chantier qui demande à être poursuivi par un certain nombre de participants. Certaines interventions engagent l'IDELIF dans ce sens, c'est une question qui reste à débattre en son sein, même si un début de réponse peut être apporté dans le cadre des projets pour 2010.

- Demande d'une communication externe plus grande
- Lister les associations, collectifs, intervenants pour faciliter les contacts et le réseau.
- Avoir de bons "Actes" ouvrant sur des perspectives concrètes.

Ce qui nous est demandé, c'est de traiter les matériaux apportés pour leur donner une dynamique, pour aller plus loin dans la mise en réseau des participants à cette journée,

Développer des thèmes plus précis :

- "Politiques Publiques", "Développement économique".
- La femme immigrante
- L'accompagnement des porteurs de projets
- L'implication des jeunes dans ces actions
- Les différentes formes de management et de modèle économique pour le développement.

Si nous devons continuer une action autour d'autres thématiques, ou par des rencontres plus ciblées, nous devrions tenir compte des différents partenaires, et sans doute proposer des réunions dans d'autres points d'Ile de France, de façon à toucher d'autres personnes, parfois moins visibles. Je pense à la Ville des Mureaux, par rapport au 78, ou à des villes comme Montreuil qui ont une forte action sur ce terrain. Un partenariat avec des collectivités locales connues pour leur action de coopération décentralisée, ou pour leur action sur le développement local pourraient permettre de toucher un autre public, y compris des élus.

La question est de savoir si l'IDELIF et ses membres ont les moyens humains de répondre à cette demande, et si c'est sa vocation.

Cela fait partie des questions à discuter et décider lors de la prochaine Assemblée Générale d'octobre.